

Feux de forêt : l

POMPIERS

Le dispositif opérationnel de lutte contre les feux de forêt pour la saison estivale a été présenté, hier

Élisa Artigue-Cazcarra
e.cazcarra@sudouest.fr

Une clairière au milieu de jeunes pins, à Saint-Aubin-de-Médoc. C'est là, sous le cagnard, que le dispositif opérationnel « Feux de forêt » pour la saison estivale a été présenté, hier, par les pompiers et l'association de Défense de la forêt contre l'incendie en Aquitaine (DFCI), en présence de la préfète Fabienne Buccio et d'élus. Un moment convenu mais important. Car ce risque est majeur dans notre département sur lequel s'étend une partie du massif des Landes de Gascogne et dont près de 500 000 hectares sont recouverts de forêt. La Gironde arrive d'ailleurs en tête, au niveau national, en nombre de départs de feu chaque année, avec une moyenne d'un millier. Alors, comment s'en prémunir ?

1 Des moyens quotidiens d'anticipation

Anticiper et définir le risque au quotidien est un élément fondamental pour le Service départemental d'incendie et de secours. Pour ce faire, le Sdis travaille en collaboration étroite avec Météo France. « Un ingénieur nous fournit toutes les 6 à 12 heures un bulletin actualisé », explique le capitaine Matthieu Jomain, responsable de la communication du Sdis 33. À cela s'ajoutent des rondes sur le terrain des unités locales où « le compagnonnage prévaut, les anciens guidant les plus jeunes », l'analyse de l'activité des jours pré-



La Gironde est le premier département de France en nombre de départs de feu par an : en moyenne, un millier. PHOTOS THIERRY DAVID

cédents et une réflexion à l'échelle des départements voisins.

L'addition de ces ingrédients permet d'établir le niveau du risque sur une échelle de six, allant de « faible » à « exceptionnel ». Pour exemple, le risque d'incendie n'était que de « modéré », hier, première journée de canicule. Mais si de telles températures perdurent plusieurs jours, il pourrait augmenter et passer à « sévère », voire au-delà.

En fonction du niveau, les moyens déployés sur le terrain sont renforcés et le prépositionnement de Canadair à Mérignac peut être demandé à l'État. L'an passé, deux avions l'ont été pendant quatre jours.

2 Une vingtaine de tours de guet pour surveiller le massif

En Gironde, la surveillance du massif s'effectue toujours depuis des tours de guet, contrairement à

Bientôt l'emploi de drones ?

Alors que plusieurs autres services départementaux d'incendie et de secours de France en sont dotés, le Sdis de la Gironde ne dispose pas, pour l'instant, de drones. Mais cela pourrait changer. « Une réflexion est engagée et un groupe de travail, composé de cinq officiers, vient d'être créé sur le sujet. Sa mission est d'établir quelles pourraient être les modalités d'engagement sur nos interventions de tels équipements. Un travail de concertation doit être réalisé avec la direction générale de l'aviation civile (DGAC), mais également avec la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil). En outre, ils seront en contact avec les Sdis de Dordogne et de Charente-Maritime. Cette étude pourrait durer plusieurs mois », indique Matthieu Jomain. Les Sdis de Dordogne et de Charente-Maritime expéri-



Les moyens de lutte des pompiers ont été présentés, hier, en présence de la préfète et d'élus

mentent les drones depuis quelques mois, notamment sur la prévention des risques d'incendies.

De tels outils pourraient venir compléter la flotte des 158 camions de lutte « Feux de forêt » du Sdis de la Gironde. Une flotte con-

séquente qui comprend des équipements dont peu de Sdis sont dotés. Telle une unité de soutien logistique assez remarquable qui permet d'alimenter en carburant ou de réparer sur place les camions-citernes en intervention.

es gros moyens



d'autres départements comme les Landes où la vidéo a remplacé les guetteurs. Vingt-deux tours sont réparties un peu partout dans les zones forestières. Vingt-cinq contractuels y sont employés pendant la saison. En liaison radio avec le centre de traitement des alertes du Sdis, ils sont formés à détecter par triangulation un départ de feu.

3 L'homme à l'origine de 94 % des incendies

La prévention est un autre volet. Sur ce point, les propriétaires forestiers et les 2 500 bénévoles de la

DFCI sont des acteurs incontournables. Sur les 42 000 kilomètres de pistes forestières qui maillent le massif des Landes de Gascogne, près de 18 000 sont aménagées en Gironde et s'avèrent indispensables à l'intervention des sapeurs-pompiers.

Mais ils ne sont pas les seuls à devoir se mobiliser. Tout un chacun est concerné. « 94 % des feux de forêt ont une origine anthropique, c'est-à-dire issue de l'activité humaine. Seulement 6 % ont la foudre pour cause », rappelle Bruno Lafon, président de la DFCI en Aquitaine. En

forêt, ne pas fumer, ne pas camper, ne pas circuler avec des véhicules à moteur sur des pistes forestières et bien sûr ne pas allumer de feu, sont des règles élémentaires à respecter. « Chaque citoyen est acteur de la sécurité par son comportement », insiste Fabienne Buccio.

En 2015, 600 hectares de forêt sont partis en fumée à Saint-Jean-d'Illac à cause d'un mégot de cigarette jeté depuis une voiture, l'un des plus gros incendies en Gironde de ces quatre dernières années avec celui de Cissac-Médoc, en avril 2017, qui a dévasté 1 100 hectares de pinède.

Grève suivie, selon les syndicats

Hasard du calendrier, la présentation des moyens de lutte contre les feux de forêt tombait le même jour que le début d'un mouvement de grève nationale chez les sapeurs-pompiers professionnels, hier. Sept organisations syndicales ont déposé un préavis qui court jusqu'à la fin de l'été (lire aussi en page 7). Elles demandent notamment une revalorisation de la prime « feu » et davantage de moyens pour répondre à la hausse des interventions. Un mouvement soutenu par cinq syndicats présents en Gironde. Et qui semble être suivi.

« Pour les premières heures de la grève, durant la nuit de mardi à mercredi, 90 % des sapeurs-pompiers professionnels de garde dans la métropole bordelaise se sont déclarés grévistes. Tous ont été réquisitionnés. La journée de mercredi serait sur le même niveau de participation. Cette très forte mobilisation s'explique par le mécontentement général », indique Sébastien Dephot, responsable du syndicat FA-SPP-PATS.

Outre les revendications nationales, les pompiers girondins pointent des problématiques locales. « Nous connaissons une explosion des secours à personne. Toute la charge retombe sur les pompiers qui se retrouvent à assumer des missions qui ne

sont pas les leurs, comme de pallier les carences ambulancières. Du coup, dans la métropole, cela bouchonne très sérieusement. Il est de plus en plus fréquent qu'il soit nécessaire de faire venir des renforts de l'extérieur. Notre direction en est consciente et un plan d'embauches a été lancé, mais seul, il ne suffira pas. Il est nécessaire que tous les acteurs du secours se mettent autour d'une table et revoient le fonctionnement depuis la prise d'appel à l'intervention », explique Jacques Noaille, secrétaire général de l'Unsa-Sdis 33. Pour Sébastien Dephot, « la création de 150 postes est nécessaire ».

Autre difficulté relevée par les pompiers : les temps d'attente aux urgences engorgées des hôpitaux. « Quand on y amène quelqu'un, nous ne sommes pas prioritaires. Avant de pouvoir laisser la personne, il faut qu'elle ait été vue par un soignant. À Pellegrin, on attend en moyenne une heure. C'est autant de temps pendant lequel une équipe et un véhicule sont immobilisés. Le record de trois heures a déjà été franchi. C'est aussi très compliqué à Bordeaux-Nord », raconte Sébastien Dephot. L'intersyndicale girondine va demander audience au président du conseil d'administration du Sdis et du Département, Jean-Luc Gleyze, ainsi qu'à la préfète.